

Le retour en force des paysans

L'agroécologie, nouvelle alliance entre l'agriculture paysanne et l'environnement, s'est constituée en mouvement européen fin 2008. De plus en plus de jeunes ruraux s'y intéressent.

L a Borie-Maigre, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Albi. Comme le nom de ce hameau l'indique, le terrain n'est pas facile : le sous-sol, avec son argile à graviers, a du mal à retenir l'eau. Éleveurs de brebis et disposant de 45 hectares de prairies, Daniel Coutarel et Blandine, son épouse, ont donc appris à adapter leurs méthodes culturales à la situation locale. C'est ainsi qu'ils se sont mis à pratiquer, il y a quelques années, une rotation des cultures plus attentive à la fonction... de l'herbe. « *Le principe est le suivant, commente Daniel : déterminer une parcelle témoin, pas trop loin de l'habitat de façon à contrôler la hauteur de la pousse de l'herbe. Dès que celle-ci atteint 7 cm de hauteur, amener les animaux afin qu'ils fassent un premier pâturage. Rester un ou deux jours sur ce pré puis passer à la parcelle suivante.* » Un principe de bon sens parmi d'autres, qui, mis bout à bout, permettent d'optimiser la gestion des pâturages et démontrent que la terre a les moyens, si elle est correctement vivifiée, de produire en quantité. « *En s'aidant des micro-organismes (vers, microbes) et de plantes (racines, rhizomes), on parvient à créer un sol vivant, à accroître la productivité et à économiser l'eau* », confirme l'agronome Robert Merez.

Du 27 au 30 novembre, plus de quatre cents personnes étaient réunies à Albi pour le premier colloque international d'agroécologie, intitulé « Nourriture, autonomie et paysannerie (1) ». Venus d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, des chercheurs, des paysans, mais aussi des bâtisseurs, des étudiants, des jardiniers et des citoyens se sont réunis pour réfléchir, échanger, nouer des liens en vue de se renforcer, construire des alternatives et ouvrir des brèches. Avec des travaux pratiques, bien sûr. « *Ce que nous mettons en pratique sur notre ferme correspond à ce que nous voulons développer à plus large échelle* », explique Daniel Coutarel aux participants venus découvrir son lieu de vie et de travail. D'abord, le respect des fondamentaux de l'agriculture biologique : une fertilisation organique, la pratique de rotations longue durée, l'absence de pesticides et d'engrais chimiques. Mais ce que Daniel Coutarel entend par « agroécologie », ou agriculture écologique, est beaucoup plus large et dépasse la simple dimension technique. Le fait d'être

passé de l'élevage d'une souche de brebis sélectionnée, l'Inra 401, au début des années 1980, à des races de brebis rustiques témoigne ainsi d'une prise de conscience de la nécessité de préserver la diversité des espèces. « *Les crises cardiaques des brebis Inra 401 au moment de la mise bas étaient monnaie courante, j'achetais du lait artificiel, et le recours aux antibiotiques était systématique* », se souvient-il. Il fait alors le choix de brebis locales, des Rouges du Roussillon et quelques Causse-nardes de garrigue, toutes capables de produire un agneau et de l'alimenter sans assistance. Il diversifie les activités de la ferme avec l'élevage d'une dizaine de vaches Aubrac et la culture de variétés anciennes de blé, seigle et sarrasin.

Cette préservation de la biodiversité est une des pierres angulaires de l'agroécologie. Selon Guy Kastler, membre du Réseau semences paysannes, « *la biodiversité est un facteur de résistance aux aléas climatiques, aux maladies ou aux prédateurs qui ne sont jamais fatals à tous les individus s'ils sont différents les uns des autres* ». En cela, l'agroécologie pourrait être une réponse à

l'insécurité alimentaire véhiculée par les monocultures à grande échelle, et un premier pas vers la souveraineté alimentaire des peuples.

La meunerie fait également partie de la vie quotidienne des Coutarel. Ils vendent leur farine à deux boulangers installés près de la Borie-Maigre. Cette relocalisation de la transformation vaut aussi pour la commercialisation : les Coutarel font uniquement de la vente directe via des marchés et des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), qui rapprochent paysans et consommateurs. « *La qualité de la relation que nous entretenons avec les clients des Amap est très importante pour nous. Lorsque la fièvre catarrhale a touché mon troupeau, explique Daniel, j'ai organisé en urgence une réunion avec les consommateurs ; tous sont venus, et leur soutien m'a fait du bien.* » Pour Blandine, « *il est important d'avoir leur recul. Grâce à eux, nous éditons des brochures dans lesquels nous racontons comment nous pratiquons l'agriculture biologique* ».

Pour aller plus loin dans la transparence, les Coutarel sont reconnus, accompagnés



La préservation de la biodiversité est une des pierres angulaires de l'agroécologie.

Un mouvement social?

Nature & Progrès, dans son trimestriel du même nom (n°70), présente un dossier décapant sur « l'agroécologie, mouvement social? », édité avec le colloque d'Albi. À lire, notamment : « Il faut sauver l'agriculture bio... d'elle-même, car une certaine frange a tendance à reproduire les travers du productivisme et du protectionnisme. Or, « elle doit être écologiquement et socialement durable ». Protection des écosystèmes, circuits de commercialisation de proximité, techniques de fertilisation des sols (terra preta, bois raméal fragmenté...), mais aussi constructions écologiques, etc. Au carrefour de ces pratiques qui reprennent de la vigueur avec la crise, un mouvement social est-il en gestation ?

Patrick Piro

Nature & Progrès : 04 66 91 21 94,
www.natureetprogres.org

et contrôlés depuis 1997 par Nature & Progrès, fédération européenne d'agriculture biologique. Elle propose un système participatif de garantie fondé sur le principe que les personnes les plus à même de vérifier si un producteur adopte des pratiques écologiques se trouvent dans son environnement proche : les producteurs voisins déjà sous mention Nature & Progrès, mais aussi les consommateurs qui achètent les produits, et ont avec le paysan un rapport de confiance direct. Pour Sylvia Pérez-Vitoria, de l'association La Ligne d'Horizon, « la certification participative est un moyen de s'autonomiser par rapport au système dominant qui impose ses circuits : elle est la preuve que l'on peut construire des alternatives à côté de chez soi, et que les paysans ont les moyens de le faire ».

La paysannerie a changé, mais, malgré l'urgence, États, experts, organisations internationales et médias dominants choisissent de fermer les yeux et d'intensifier l'agriculture industrielle. L'enjeu de l'agroécologie est bien là : par ses dimensions sociale, agronomique, écologique et politique, elle vise avant tout à permettre aux paysans de retrouver l'autonomie, tant sur le plan alimentaire que vis-à-vis des pouvoirs économique, politique et scientifique, qui entendent contrôler les pratiques et les évolutions de l'agriculture dans le monde. « L'important aujourd'hui, explique l'agroéconomiste François de Ravignan, est de créer des passerelles entre les mouvements des sans-terre indiens, les paysans français en cours d'installation et les paysans d'Oaxaca au Mexique, qui préservent leur base alimentaire avec le système cultural de la milpa. » Et de construire un réseau militant avec les jeunes, dont l'affluence au colloque démontre qu'une agriculture moderne peut prendre modèle sur un savoir-faire accumulé pendant des générations.

SOPHIE CHAPELLE

(1) Le site du colloque : www.colloque-agroecologie-albi2008.org

Palmarès : 54 morts



Le Dakar, ineffable spectacle moderne : les plus beaux paysages du monde écrasés par des pneumatiques, après 24 000 km de tribulations (on vient d'Europe) pour 500 véhicules (dont certains très gros) et 2 500 personnes. Au menu du laminer : la mythique « Ruta 40 », seule voie d'accès pour les Indiens et les agriculteurs vers le nord de l'Argentine ou le désert chilien d'Atacama, un écosystème unique.

Font aussi partie du folklore les trois morts, déjà : un concurrent et deux malheureux, écrasés dans leur voiture par un camion du rallye transportant des pneus. Des pilotes abandonnent, la trouille au ventre, d'autres y retournent chaque année, « comme des cons (1) ». En 31 éditions, on en serait à 54 décès - l'organisateur, Amaury Sport Organisation (ASO), se refuse à tenir une « comptabilité morbide ». Les concurrents rescapés : « Le soir, on en discute, au bivouac... » (1) Le Monde, 12 janvier 2009.

À LIRE

François Terrasson

Il y a trois ans nous quittait François Terrasson. Écologiste passionné, dérangeant, iconoclaste et éminemment précieux, il s'évertuait à débusquer dans les méandres de notre inconscient ce que nous avons fait de la nature. Les éditions Sang de la Terre ont rassemblé ses trois ouvrages majeurs, augmentés d'entretiens et de textes inédits. Un effort louable, qui contribue à établir une pensée dont l'époque est loin d'avoir saisi toute la profondeur.

La Civilisation anti-nature (296 p., 27 euros). L'homme moderne a élaboré un comportement binaire et frustré avec la nature : détruire massivement ou protéger religieusement, une même violence à deux facettes, finalement.

En finir avec la nature (320 p., 28 euros). L'idée de nature gêne profondément la société rationnelle et productiviste. Autant la détruire et la cadénasser pour y mettre bon ordre.

La Peur de la nature (272 p., 21 euros).

Dans ce livre clef, François Terrasson nous met le doigt sur le cortex : l'homme n'aurait-il pas une sainte trouille de la nature, cette aire dominée par des pulsions, et qui lui rappelle une phase « primitive » de la civilisation où il fallait composer avec ce qui grouille ?

Bio quand je veux

De la sociologue Claire Lamine, dont nous avions remarqué l'ouvrage *les Amap, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs* (éd. Yves Michel), voici une étude très intéressante sur le profil des consommateurs bio, largement complexifié depuis les pionniers. Comment vient-on à la bio ? Pour la santé, le goût, l'éthique ? Une partie des « bios » en fait un mode de vie et un axe de cohérence, mais une majorité se comporte en intermittent, « piochant » dans la bio une réassurance plus moins passagère et lui prêtant diverses vertus.

« **Les intermittents du bio** », éd. Quae (01 30 83 34 49, quillemo@versailles.inra.fr), 342 p., 35 euros.

ÉNERGIE

L'hiver, il neige...

Électricité de France et le gouvernement ont découvert il y a quelques jours que l'hiver, il fait souvent froid. Ce qui n'a rien à voir avec le réchauffement climatique mais beaucoup avec notre incapacité collective et individuelle à supporter le moindre aléa climatique. Le Premier ministre s'insurge publiquement contre la neige et voudrait que, pour faire face à des enneigements importants, qui n'y surviennent en moyenne que tous les vingt ans, Marseille soit équipée comme Montréal ou Moscou. Quant aux bonnes âmes d'EDF, elles nous menacent de coupures d'électricité, histoire de faire passer plus facilement les prochains projets (cinq) de centrales nucléaires. À commencer par ceux (deux) qui sont dans les cartons, notamment pour la Bretagne, les Bretons étant coupables d'avoir réussi à écarter la centrale de Plogoff au début des années 1980.

Les patrons d'EDF, jouant les prophètes de malheur avec la médiatisation de leurs « pics » de consommation, avouent indirectement que les 76,9 % d'électricité d'origine nucléaire ne constituent finalement pas une bonne solution. Ils font donc actuellement, et depuis le début de l'hiver, qui ne fut pas toujours très froid, appel à de l'électricité provenant de turbines à gaz pour la région parisienne et de centrales au fuel et au gaz. Sans compter l'électricité achetée à l'Allemagne. Ce qui réduit à peu de chose la fameuse « indépendance » énergétique revendiquée depuis des années. Surtout quand les énergies dites renouvelables ne représentent que 0,5 % de la consommation électrique.

Si l'électricité pose problème, c'est d'abord parce qu'en France, sur toute l'année, le chauffage domestique représente 13 % de la consommation électrique. Alors que ce mode chauffage représente la moins efficace des façons de se chauffer. Surtout dans les maisons individuelles ou les immeubles mal isolés. Mais cela représente la façon la moins coûteuse de construire. Résultat : dans plusieurs millions de logements HLM, notamment, les factures de chauffage électrique dépassent allégrement le montant des loyers. Ce qui explique notamment les impayés qui s'accumulent. Fort logiquement, France éolienne a rappelé, il y a quelques jours, que l'augmentation du nombre des aérogénérateurs permettrait de faire face aux demandes hivernales dans la mesure où le gisement éolien est supérieur au cours de cette saison. C'est ce qu'ont compris depuis plusieurs années les Espagnols, qui évitent à cette période, grâce aux éoliennes, le recours à des centrales au fuel et au gaz.

CLAUDE-MARIE VADROT